

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. DE MALARCE

Moralité comparée des diverses parties de la France, d'après la criminalité

Journal de la société statistique de Paris, tome 1 (1860), p. 61-73

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1860__1__61_0

© Société de statistique de Paris, 1860, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.



PREMIÈRE PARTIE. — TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ.

I.

Moralité comparée des diverses parties de la France, d'après la criminalité, par M. A. DE MALARCE.

Quel est l'état relatif de la moralité dans les diverses parties de la France?

Quelle influence exercent sur les mœurs la densité de la population, le travail industriel, l'instruction populaire, le climat et la race?

Ces questions touchent aux bases de nos lois sociales et de nos lois économiques; elles sont aujourd'hui plus que jamais vivantes, car jamais la civilisation n'a saisi dans un courant plus rapide et plus général les masses populaires; jamais notre société n'a été animée d'un souffle plus actif; jamais le monde ne s'est senti plus en fièvre virile de production, plus en crise normale de transformation.

Il est intéressant, et peut être utile, de reconnaître avec précision la part qu'ont prise dans ces mouvements les diverses régions de la France. Il est toujours utile, et plus que jamais aux époques actives, de constater, dans leur nature et leur puissance, les influences morales qui mènent le monde.

Plus un peuple agit, plus il faut éclairer son œuvre.

Malheureusement ces questions, comme toutes celles qui ont servi de champ de bataille aux passions publiques, ne sont d'ordinaire abordées ni avec le calme qui impose à l'erreur, ni avec la sincérité qui rend l'erreur même parfois profitable. Trop souvent une observation superficielle sert de point de départ à tout un volume de prétendues doctrines. Se produit-il dans notre société en travail, un fait extraordinaire, brillante bonne action, trait d'héroïsme, grand scandale, crime pittoresque ou horriblement ingénieux : Quelle révélation de notre état social! s'écrie tel ou tel coryphée. Comme si la vérité ne se faisait jour dans ce monde que par ces éclats d'exception. Et voilà qu'on s'empare aussitôt de ces accidents, monstres ou prodiges, pour échafauder des systèmes : fragiles monuments, soutenus par des artifices d'équilibre.

C'est un jeu de rhéteur, ingénieux peut-être, et capable de charmer de faciles disciples; un jeu de partisan, trop souvent habile, et capable d'entraîner des esprits simples; un jeu, enfin, qui peut rapporter des bénéfices d'amour-propre ou d'ambition, mais qui ne vaut rien pour la vérité, rien pour le bien des peuples; en outre, il peut être fatal à la science, qu'il discrédite, à la politique, qu'il déshonore, au progrès, qu'il dérouté.

Bases du mémoire. — Documents de la statistique générale de la France.

Comment donc apprécier sagement les mœurs d'un peuple, ses puissances et ses infirmités, ses progrès et ses déchéances, ce qu'il vaut, ce qu'il devient?

Par la statistique : c'est-à-dire, par la constatation la plus régulière et la plus étendue possible des faits sociaux; par la tenue des livres sociale.

La statistique est, en effet, la tenue des livres sociale.

Sans journal et sans inventaire, il n'est pas de maison de commerce, mais seulement des entreprises hasardées, obscures, suspectes de mauvaise foi ou d'imprudence, dont les plus grands succès n'assurent pas le crédit, dont un seul échec peut entraîner la ruine.

Sans statistique, il n'est pas de bon gouvernement; sans statistique, aussi, n'est-il pas de crédit pour les finances d'un État, pas de popularité solide pour les entreprises d'un souverain.

En dehors même du crédit et de l'opinion, deux forces toutes modernes, on peut dire que sans statistique il n'est pas de grand chef d'empire. Aux premiers temps de nos sociétés modernes, alors que tout pasteur de peuples ne connaissait qu'une puissance, son génie, après Dieu, nous voyons les fondateurs d'empire tenter de donner pour base à leurs institutions, pour guide à leurs actes, la statistique. Ainsi Charlemagne forme, par ses *Missi dominici*, cet inventaire impérial que nous nommons les *Polyptiques*, et qui donne des renseignements si étendus sur la population, la nature des terres et les produits agricoles de ce vaste empire d'Occident; trois siècles après, un de ses héritiers médiats, Guillaume de Normandie, conquérant l'Angleterre, dresse cet inventaire de sa conquête, que l'on appelle le *Domesday Book* et qui fut le cadastre social et économique de son nouvel empire. -

Au moment où l'unité française venait d'être constituée, le maître de ce grand État qui devait s'appeler bientôt nation, Louis XIV, fait former par ses intendants cet *État de la France*, qui présente en chiffres officiels et en notes savantes la population, l'agriculture, l'industrie et le commerce de la France vers la fin du dix-septième siècle.

Ainsi enfin, le premier consul Bonaparte, président à l'organisation de la France nouvelle, appelle pour guide et pour contrôle la statistique. Mais ce génie essentiellement fondateur, visant plus loin qu'au bien prochain, voulut transformer en institution permanente, en institution nationale, ces tentatives accidentelles de comptabilité publique. Il créa au ministère de l'intérieur une division de statistique générale, chargée d'établir une enquête permanente sur les diverses branches de la richesse publique. Cet important service répondit bien à la pensée du fondateur; il s'est naturellement développé. En 1834, il a été réorganisé suivant les progrès de l'expérience. Enfin, en 1852, un décret du 1^{er} juillet a institué dans toute la France, un réseau de commissions cantonales de statistique, ressortissant à un service central placé aujourd'hui dans les attributions du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Cet office de la comptabilité sociale et économique de la France est devenu pour la science et l'administration une source puissante de lumières; et dernièrement, au congrès de statistique de Londres, il a mérité à la statistique française cet éloge d'un des plus illustres vétérans des affaires publiques et des sciences économiques. « La statistique française, a dit lord Brougham, est la plus complète, la plus régulière et la plus claire de tous les États civilisés. »

Cet hommage peut s'appliquer, et s'applique sans doute aussi aux statistiques spéciales publiées régulièrement par nos administrations centrales sur les principaux faits spéciaux à leur sphère d'action; statistiques des services financiers, du recrutement et de l'armée, de la justice.

C'est encore le premier consul qui avait prescrit ces inventaires.

Statistique judiciaire.

Sur le domaine de la justice, la pensée du premier consul rencontra un de ces hommes dont la droiture égale le talent, et qui se font une règle et un honneur d'appeler sur tous leurs actes la lumière, pour y montrer mieux l'équité et la sagesse.

Le ministre Abrial accueillit donc avec sympathie et traduisit fidèlement cette pensée d'une enquête permanente sur la justice. Par une circulaire du 3 pluviôse an IX, il ordonna aux commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels d'adresser chaque mois à l'administration centrale des États sommaires, qui devaient fournir les éléments de rapports généraux sur l'administration de la justice dans toute l'étendue du territoire. Cette mesure d'états périodiques, devenus trimestriels, fut consacrée, en 1808, par le Code d'instruction criminelle. (Art. 600, 601.)

Cependant par l'effet des préoccupations politiques, ces travaux furent négligés, et ne fournirent dès lors que des documents très-incomplets. En 1825, le directeur des affaires criminelles, M. Guerry de Champneuf, de concert avec M. Victor Foucher (aujourd'hui conseiller à la cour de cassation), proposèrent au garde-des-sceaux, comte de Peyronnet, le rétablissement régulier de cette partie de son service : ce qui fut fait ; et c'est d'après ce règlement que nos statistiques judiciaires ont été continuées jusqu'à ce jour.

La France peut revendiquer l'honneur d'avoir donné aux États civilisés l'exemple de la statistique judiciaire. Presque tous les gouvernements de l'Europe se sont empressés de nous imiter et de publier un compte rendu annuel des opérations de leurs tribunaux.

Depuis 1826, notre ministre de la justice publie chaque année un compte général de l'administration de la justice criminelle en France ; les éléments de ce rapport, chaque fois mieux ordonnés et plus étendus, présentent aujourd'hui, en outre du nombre des arrêts et des jugements, du nombre des accusés et des prévenus, du résultat des poursuites et de la durée des procédures, les indications les plus intéressantes sur le sexe et l'âge des accusés et des prévenus, sur leurs antécédents judiciaires, sur l'état civil, l'origine, le domicile, la profession et le degré d'instruction des accusés, etc.

Depuis 1831, le ministre de la justice publie un second rapport annuel sur l'administration de la justice civile et commerciale, qui complète l'inventaire judiciaire de notre pays. Les travaux de cette partie de la statistique judiciaire sont placés sous la surveillance du directeur des affaires civiles.

En 1852, la chancellerie eut l'heureuse idée de résumer dans une revue rétrospective les rapports annuels de 1826 à 1850, présentant ainsi le mouvement de la criminalité et des procès civils pendant ce dernier quart de siècle.

On pressent le haut intérêt de ces tableaux comparatifs, pour le Gouvernement, dont ils éclairent l'action, pour la science, dont ils assurent ou rectifient la marche. Cependant, il faut le reconnaître, et le dire bien nettement, les résultats généraux de cette étude se réduisent à un très-petit nombre de vérités certaines ; et quant aux résultats particuliers, l'erreur ou la passion politique peuvent en tirer des arguments, disons des armes, de toute sorte. Quelques mots à ce sujet, pour bien fixer la valeur des preuves dont nous ferons un discret usage.

Réserves dans l'usage de la statistique judiciaire.

Nous n'avons pas ménagé les témoignages de notre estime pour les bienfaits possibles de la statistique ; nous ne ménagerons pas non plus nos réserves sur l'usage abusif qu'on peut en faire. Toute science, toute science jeune surtout, a son parasite, qu'elle alimente et qui la blesse : l'astronomie, l'astrologue ; la chimie, l'alchimiste ; le droit, le sophiste ; la médecine, l'empirique ; et la science économique, l'homme qui recherche dans ce foyer de vérités de la statistique, non point la flamme qui éclaire, mais l'éclincelle qui éblouit, mais le tison qui noircit ou brûle.

Dans les études statistiques, il faut apporter un esprit droit, franc de prévention, prudent, patient et sévère ; il faut savoir repousser bravement toutes ces déductions invalides ou félonnes qui sollicitent en foule un recruteur de vérités ; il faut être capable d'accueillir une vérité contraire à nos sentiments, à nos prévisions, à nos systèmes, aussi bien que de rejeter une erreur sympathique.

Il faut savoir chercher beaucoup, pour trouver peu et s'approprier moins encore.
Ainsi, voilà un vrai trésor de statistique, une série de tableaux qui nous donnent.

pour un quart de siècle les états annuels de la criminalité. Qu'un esprit superficiel ou systématique ouvre cet arsenal de faits sociaux : avec un peu d'habileté, il y trouvera des armes à toutes fins. Et cependant ces tableaux, de tous les documents statistiques publiés en France, sont assurément les moins imparfaits, car ils sont dressés avec une loyauté, une intelligence et une régularité peu communes, sous les yeux et quelquefois par les soins mêmes de nos magistrats. D'où vient donc qu'il serait hasardeux d'accepter toutes les déductions rigoureuses de ces tableaux comparatifs, pour établir, par exemple, le mouvement des mœurs aux diverses époques de cette période ?

Expliquons nos réserves pour signaler l'écueil aux hommes de science, mettre en garde les polémistes, et donner confiance dans les enseignements restreints que nous nous proposons de tirer de la statistique judiciaire.

Oui, certes, vingt-cinq années de statistique criminelle comparées fourniraient de hauts et nombreux enseignements, si les termes comparés étaient de même espèce, condition essentielle de ce calcul; c'est-à-dire, si aucun changement grave n'avait été introduit ni dans la pénalité, ni dans la procédure, ni dans les mesures administratives, ni dans l'étendue et l'énergie de la répression.

Mais en a-t-il été ainsi? Et dès lors, comment démêler le mouvement des mœurs par la criminalité sous tant d'influences complexes, quelquefois successives, quelquefois combinées et simultanées, qui ont modifié le caractère du juge, son autorité, la gravité pénale, le titre légal du crime, etc.

Modifications dans l'organisation et dans les fonctions du jury;

Modifications dans les limites des juridictions criminelle et correctionnelle;

Modifications dans la loi pénale par le régime des circonstances atténuantes, et dans le régime même des circonstances atténuantes;

Modifications dans l'application pénale par l'institution des casiers judiciaires, c'est-à-dire, par l'emploi général d'un manuel, instrument d'appréciation de la moralité des individus; sans parler des variations dans l'action de la justice suivant les temps d'ordre ou de trouble publics.

Sans doute, les législateurs et les magistrats peuvent trouver, dans cette étude comparée des temps, quelques moyens d'apprécier les effets immédiats d'une loi ou d'un règlement, d'une crise ou d'une disette; sans doute ils peuvent contrôler par là de proche en proche l'action de la justice, et constater même à grands traits ce phénomène incontestable: la diminution progressive des crimes. Mais ces appréciations de rapports, avec des termes de nature si variable, ne sauraient être le plus souvent que des probabilités; appréciations toujours mal définies, qui valent en raison du tact politique de l'observateur, mais que la science suspecte et presque toujours récuse.

A mesure que notre état social dégagera mieux sa forme essentielle, notre législation pénale sera mieux fixée dans les principes; à mesure que l'expérience de nos institutions, si récentes encore, s'étendra dans le temps, notre législation pénale sera mieux fixée dans ses dispositions. Alors les tableaux annuels de la justice pourront être acceptés par l'économiste comme les meilleurs éléments d'études comparées, comme les signes des temps pour la moralité publique.

Détermination du criterium de moralité.

En attendant, n'y aurait-il pas dans les tableaux actuels de la chancellerie un point de vue qui nous donnât sans illusion quelque image de notre état social ?

Comparer les temps, c'est, comme nous l'avons démontré, une opération le plus souvent faussée par le changement de nature des rapports; mais ne peut-on comparer les lieux ?

A une époque donnée, toutes les parties de la France sont soumises à la même loi, administrées sous le même esprit et par des magistrats animés de la même impulsion pour la poursuite des crimes.

Si donc nous étudions le bilan criminel de la France pour une année, en ne recherchant que les rapports des départements entre eux, nous serons sûrs d'en

tirer l'expression aussi vraie que possible de la moralité relative dans les diverses régions de notre pays. D'où il nous sera facile de mettre en lumière les influences sociales qui dominent la moralité.

Étudions l'année 1857, la dernière dont le rapport de chancellerie était publié quand nous avons commencé, il y a quelques mois, cette laborieuse étude.¹

Dans ce rapport de l'année 1857, nous aurons même la réserve de ne prendre que les éléments les plus indépendants de l'action de la justice, ceux qui révèlent le plus franchement les mœurs.

La poursuite des délits, et même, dans une certaine mesure, leur répression, dépendent trop du nombre des agents de l'autorité, de leur vigilance et de leur sévérité. Bien des délits échappent à la clameur publique, et, par suite, à la vindicte publique; et le plus souvent il serait difficile de leur attribuer une valeur morale appréciable.

En moyenne, de 1826 à 1850, sur mille délits, 33 seulement ont conduit à une condamnation d'un an ou plus d'emprisonnement, 200 à moins d'un an d'emprisonnement; le reste à l'amende ou à l'acquiescement: c'est dire assez le peu d'importance morale des délits. On le comprendra mieux encore, quand on verra qu'en 1857, sur mille délits, plus de 500 se rapportent à des contraventions fiscales, délits forestiers, abus de timbres-poste, etc.; et 300 à des délits de vagabondage et de mendicité. Quelque faible que soit le petit nombre des délits graves, nous n'avons pas laissé de considérer qu'une modification de la loi avait fait descendre aux tribunaux correctionnels, pour mieux assurer la répression, une catégorie d'actes qui étaient auparavant réputés criminels. Avant cette loi, la jurisprudence des cours, surtout dans les grands parquets, inclinait à livrer aux juges correctionnels tous les crimes secondaires, qui étaient ainsi plus vite et mieux atteints. Cette jurisprudence s'était très-répandue, quand la loi l'a généralisée. Nous avons vérifié dans la pratique, et nous avons reconnu par le mouvement décroissant des délits les plus graves que, dans toutes les cours, l'application de cette loi est aujourd'hui uniforme. On doit donc admettre que les crimes réservés aux assises dans tous les départements sont aujourd'hui tous mesurés à partir du même degré de la même échelle: ce qui satisfait la proportionnalité que nous recherchons.

Nous laisserons donc tout ce qui regarde les juridictions inférieures; et nous étudierons les tableaux des assises.

L'état des criminels condamnés ne nous semble même pas un signe assez certain; car les condamnations sont ici le fait du jury; et l'on sait combien les jurys sont différents suivant les cours, et même suivant les sessions d'une même année.

L'élément vraiment acceptable comme criterium des mœurs, c'est le tableau des accusés de crimes.

Par la gravité de ses effets, le crime se signale bien autrement que le délit à la vindicte publique; peu de crimes échappent donc à la poursuite judiciaire, surtout dans les temps réguliers où nous vivons. La qualification d'accusé résulte, comme on le sait, d'une instruction qui peut être considérée comme un premier jugement; et l'on peut admettre qu'à une époque donnée les magistrats apportent dans cette instruction un zèle égal, une égale sévérité.

C'est donc sur les accusés de crimes pour l'année 1857 que portera notre expérimentation.

On nous saura gré des réserves que nous venons de faire et de motiver: la moitié de la science est un défrichement d'erreurs; nous avons fait, en toute conscience, cette partie négative de notre tâche; poursuivons.

Pour n'être pas une œuvre d'imagination, cette étude n'en a pas moins un intérêt saisissant par les résultats, souvent imprévus, mis en lumière. Le drame de la vie sociale s'y déroule, et il s'y dévoile dans ses causes les plus menaçantes. L'émotion est profonde, comme d'une visite de clinique dans un vaste hôpital; l'en-

1. Le rapport pour 1858 vient de paraître, devant ainsi de plusieurs mois les époques ordinaires, toujours trop retardées, de cette publication. On ne peut que louer la chancellerie d'un zèle qui donnera un plus grand intérêt d'actualité à ces rapports, et assurera peut-être une plus grande exactitude encore dans les états périodiques fournis par les cours.

seignement est puissant, car il révèle les sources du crime, et les influences qui empoisonnent les mœurs ou les épurent.

Quel est donc l'état relatif de la moralité, soit de la criminalité, dans les diverses contrées de la France?

Pour atténuer autant que possible l'aridité des chiffres et des calculs, qui ont pris une grande part dans la préparation de ce travail, nous laisserons tout cela enfoui dans les fondations de l'œuvre, pour ne montrer que les matériaux de bon aspect. Ainsi nous transformerons nos travaux de proportions et de moyennes en deux procédés plus agréables à l'œil, plus faciles à l'esprit; les tableaux d'ordre, et les cartes *teintées*.

Établissons un ordre des départements suivant la criminalité spécifique, c'est-à-dire, depuis le département le plus grevé, eu égard à sa population, jusqu'au département le plus franc en criminalité, depuis les Bouches-du-Rhône, qui donne un accusé par 2,601 habitants, la Haute-Garonne (1 sur 2,719), la Corse (1 sur 2,894), la Marne (1 sur 3,025), la Seine (1 sur 3,235), la Charente-Inférieure (1 sur 3,892), Ille-et-Vilaine (1 sur 3,899), Vaucluse (1 sur 3,956), le Haut-Rhin (1 sur 4,381), le Gers (1 sur 4,413), Tarn-et-Garonne (1 sur 4,515), l'Ariège (1 sur 4,741), etc., jusqu'au département des Pyrénées-Orientales, qui ne donne un accusé que pour 10,768 habitants, de l'Aude (1 sur 10,878), de l'Indre (1 sur 10,939), des Hautes-Pyrénées (1 sur 11,175), du Nord (1 sur 11,545), de la Haute-Loire (1 sur 11,577), de la Corrèze (1 sur 11,666), du Jura (1 sur 12,963), des Hautes-Alpes (1 sur 12,963), des Deux-Sèvres (1 sur 14,251), du Pas-de-Calais (1 sur 14,851), de l'Hérault (1 sur 15,401), et enfin de la Creuse, le plus heureux (1 sur 15,493).

Et, pour mettre mieux encore cette échelle en matérielle évidence, employons l'ingénieux procédé des cartes teintées; sur une carte de France, marquons par des teintes noires les premiers départements de la liste, et par des teintes de plus en plus claires les départements suivants. Examinons cette carte :

Presque tous les départements nous apparaissent réunis en groupes, sombres ou clairs.

— Trois groupes très-sombres se détachent sur la masse; ils sont formés :

Le premier, le plus accentué, par la Provence;

Le second, par les départements riverains de la Garonne;

Le troisième, par les départements riverains de la Seine et de la Marne.

Isolément, trois départements à teintes noires : la Corse, le Haut-Rhin et l'Ille-et-Vilaine.

— Trois groupes très-clairs, régions sereines, couvrent :

1° La plus grande partie du Languedoc;

2° Le centre de la France et les frontières de la Suisse et de la Savoie;

3° Les frontières du nord et du nord-est, depuis la Somme jusqu'au Rhin.

Les autres départements, non compris dans ces groupes, présentent une teinte, soit une criminalité, moyenne.

Cela posé sous nos yeux, il va nous être plus facile d'apprécier les causes qui peuvent influencer sur la criminalité de ces diverses régions.

— Et d'abord, la densité de la population ?

La forte densité de la population est-elle une cause exclusive, absolue, constante de désordre moral? Les contrées les plus peuplées sont-elles fatalement les plus criminelles ?

Comme pour la criminalité spécifique, dressons un état de la population spécifique, c'est-à-dire, un état présentant les départements suivant le rapport du nombre des habitants à l'étendue du territoire; formons aussi une carte teintée, à teintes noires pour les départements les plus peuplés eu égard à leur territoire, à teintes de plus en plus claires pour les autres. Or, ce qui frappe au premier coup d'œil, en comparant les deux listes et les deux cartes, c'est qu'on n'y trouve aucune concordance; bien loin de là.

Le département le plus peuplé, toujours eu égard au territoire, est le département de la Seine, qui dans l'ordre de la criminalité n'est que. le 5^e
 Viennent ensuite 2^o le Rhône, qui a l'avantage pour la criminalité de n'être que le 30^e
 3^o Le Nord le 78^e
 4^o La Seine-Inférieure le 21^e
 5^o Le Bas-Rhin le 53^e
 6^o Le Haut-Rhin le 9^e
 7^o Le Pas-de-Calais le 84^e
 8^o La Loire le 61^e
 Etc., etc.

D'autre part, Loir-et-Cher, le 79^e dans l'ordre de la population spécifique, figure dans l'ordre de la criminalité. le 27^e
 80^o La Haute-Marne le 14^e
 81^o L'Indre le 76^e
 82^o Les Landes le 39^e
 83^o La Corse le 3^e
 84^o La Lozère le 52^e
 85^o Les Hautes-Alpes le 82^e
 86^o Les Basses-Alpes le 55^e

Les départements les moins peuplés sont donc loin d'être les moins criminels, et la plupart des départements les plus peuplés figurent, par contre, parmi les moins criminels.

Est-ce à dire toutefois que l'agglomération des hommes n'est d'aucun effet sur les mœurs? Non, certes. Nous venons de reconnaître seulement que cette influence n'est pas exclusive; et nous ne tarderons pas à constater, en poursuivant cette étude, plusieurs causes bienfaisantes, nées, comme par une loi providentielle, de l'agglomération même, et qui font de plusieurs de nos départements les plus peuplés les contrées les meilleures de la France.

Quelle est cependant la nature d'influence de l'agglomération?

L'adoucissement des mœurs: la substitution des passions qui attaquent la propriété aux passions qui attaquent la personne; les crimes enfantés par les instincts haineux, les convoitises sauvages, l'appétit bestial, étant remplacés chez les populations les plus denses par des crimes moins violents, plus réfléchis, dominés par une cupidité calculée, et qui semblent plutôt inspirés par l'esprit du mal que par la passion du mal; les attentats à la vie remplacés par les attentats à la fortune. En voici les preuves:

Prenons, dans le tableau de la population spécifique, les départements qui possèdent les plus fortes agglomérations; presque tous, ils nous donnent la proportion des accusés de crimes contre les personnes bien inférieure à la moyenne de la France.

Ainsi, pour toute la France, sur mille accusés 341 sont jugés pour des crimes contre les personnes, soit environ un tiers, et 659 pour des crimes contre les propriétés, soit environ deux tiers.

Or, le département de la Seine donne seulement 113 accusés de crimes contre les personnes pour 421 contre les propriétés;

Au nord, la Seine-Inférieure,	38	contre les personnes	et 144	contre les propriétés;
Le Bas-Rhin.	20	—	et 50	—
Au midi, les Bouches-du-Rhône	38	—	et 144	—
La Haute-Garonne	29	—	et 148	—

Notez que la Haute-Garonne, qui donne une si petite proportion de crimes contre les personnes, est au milieu de départements faiblement peuplés et très-féconds en crimes contre les personnes: ainsi le Tarn donne 25 accusés contre les personnes et 30 contre les propriétés; le Lot 19/31; le Gers 29/49; la Dordogne 42/53; la Charente 25/26, etc. Ce qui met bien en évidence la nature de l'influence de la vie agglomérée, de la vie sociale: il n'est donc pas bon que l'homme soit seul.

Si l'on nous demande: Mais ce caractère dans les mœurs des populations les plus denses, cette prépondérance relative des crimes contre les propriétés, est-ce un avantage social? Nous répondrons: Supposez un pays où vous n'auriez à craindre

que pour vos biens, et un autre pays où vous n'auriez à craindre que pour votre vie, lequel aimeriez-vous le mieux habiter ?

Autre bienfait de la vie sociale : la diminution du nombre général des crimes vient surtout des départements les plus peuplés. En effet, si à côté de l'ordre des départements classés suivant la criminalité de 1857, j'établis un ordre analogue des départements suivant la moyenne de la criminalité de 1826 à 1850, je constate que les départements les plus peuplés sont le plus en progrès de moralité.

Le département le plus peuplé, la Seine, qui figurait le 1^{er}, comme le plus mauvais, dans la période 1826-1850, n'est plus en 1857 que le 5^e; le Rhône, qui était le 22^e, n'est plus que le 30^e; la Seine-Inférieure, qui était le 4^e, n'est plus que le 21^e; le Bas-Rhin, qui était le 6^e, n'est plus que le 53^e; le Pas-de-Calais, qui était le 68^e, n'est plus que le 84^e. Les autres départements les plus peuplés sont restés au moins stationnaires dans leur position relative, c'est-à-dire qu'ils ont suivi le mouvement général de l'amélioration de la France; sauf trois exceptions: le département des Bouches-du-Rhône, qui a passé du n^o 13 au n^o 1 sur la liste de la criminalité; la Loire-Inférieure, qui a passé du n^o 26 au n^o 6; et la Manche, qui a passé du n^o 78 au n^o 41. Ces trois départements tirent leur activité de grands ports de mer; ils sont ainsi ouverts à des éléments étrangers ou spéciaux, qui ne peuvent être admis qu'en compte distinct dans le bilan moral de la France. Ces éléments sont d'autant plus influents et nombreux que l'activité prospère de ces ports s'accroît plus vite et déborde ainsi l'ordre établi.

Au total, les départements les plus peuplés sont donc le plus en progrès de moralité; ajoutons, pour compléter l'argument, que les départements les moins peuplés présentent en masse un abaissement dans les mœurs. Au point de vue de la nature des crimes, les seuls crimes qui résistent au mouvement général d'amélioration de la criminalité en France, les seuls crimes qui augmentent chaque année, au lieu de diminuer, sont des crimes contre les personnes, c'est-à-dire des crimes plus particulièrement produits par les populations éparses. Ainsi, l'infanticide, dont l'accroissement est constant depuis les premiers travaux sérieux de statistique judiciaire (50 pour 100 depuis 1826), et qui grève si tristement notre criminalité, l'infanticide est surtout le fait des populations peu agglomérées. Les départements qui fournissent le plus d'infanticides sont, en effet, Lot-et-Garonne, la Charente, la Dordogne, la Côte-d'Or, l'Ain, les Vosges, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher.

Par ces preuves, il nous est acquis que les départements les plus peuplés jouissent d'un double progrès: une diminution notable des crimes contre les personnes et au total une diminution sensible des crimes. En définitive, la vie sociale peut donc être bonne pour les mœurs. Nous reconnaitrons bientôt à quelles conditions elle produit ses meilleurs effets.

— Et l'industrie? Comment agit sur la moralité le travail industriel ?

Si, dans la liste des départements suivant la criminalité spécifique, nous notons les principaux départements industriels, ceux qui comptent plus de 10,000 ouvriers industriels, nous les trouverons à peu près indifféremment répartis sur toute l'échelle.

Ainsi d'abord la Marne est le 4^e; la Seine, le 5^e; Ille-et-Vilaine, le 7^e; le Haut-Rhin, le 9^e; l'Eure, le 13^e; la Seine-Inférieure, le 21^e; l'Oise, le 16^e; le Rhône, le 30^e; l'Aisne, le 31^e; ; l'Orne, le 54^e; les Ardennes, le 60^e; la Loire, le 61^e; la Somme, le 62^e; la Mayenne, le 64^e; l'Isère, le 72^e, le Nord, le 78^e; le Pas-de-Calais, le 84^e; l'Hérault, le 85^e.

Le travail industriel n'est donc pas une cause absolue à l'égard de la moralité; cette cause peut être souvent neutralisée, l'observation précédente le démontre; mais ajoutons qu'elle est en soi mauvaise, l'observation suivante va le prouver.

Tous ceux de ces départements industriels dont la population générale est éparse, dont les centres industriels sont trop petits pour connaître les bienfaits de civilisation répandus dans les populations denses, tous ces départements, sans exception, baissent en moralité. Ainsi la Marne, le 72^e dans la liste de la population spécifique, par conséquent pays à population éparse, figure dans la criminalité de 1826-1850 avec le n^o 7, et en 1857 avec le n^o 4; Ille-et-Vilaine, du n^o 21 en 1826-1850, passe

en 1857 au n° 7; l'Oise, du n° 47 au n° 26; l'Aisne, du n° 31 au n° 30; l'Orne, du n° 74 au n° 54; les Ardennes, du n° 61 au n° 60; l'Isère, du n° 84 au n° 72.

Le travail industriel est donc mauvais pour les mœurs, mais son influence n'est pas inévitable; elle peut être combattue par les institutions nées de la civilisation, et elle cède en effet à ces causes bienfaisantes dans les contrées où une population plus dense développe la vie sociale.

— Et le climat ?

Si nous divisons la France suivant la latitude par une ligne tirée de l'île de Ré au lac de Genève, nous aurons au nord de cette ligne 48 départements septentrionaux, et au midi 38 méridionaux.

Sur l'échelle de la criminalité, ces départements sont répartis de telle façon qu'il est impossible au premier examen de rien conclure pour ou contre le climat.

Mais si nous comparons la criminalité moyenne de 1826-1850 à la criminalité de 1857, nous trouvons que, pour les départements du Nord, 17 seulement sur 48 ont baissé en moralité; tandis que pour les départements du Midi, 17 ont baissé sur 38.

De plus, dans l'amélioration générale de la France, les crimes contre les personnes ne diminuent pas dans une aussi forte proportion que les crimes contre les propriétés. Or, ces crimes contre les personnes sont surtout imputables aux départements du Midi, qui en donnent tous une proportion de plus d'un tiers du total de leurs crimes, dépassant ainsi la proportion moyenne de la France, tandis que les départements du Nord donnent les proportions les moins fortes des crimes contre les personnes. Le Nord s'améliore donc plus que le Midi, et les mœurs y sont plus douces; la vie sociale y est plus avancée, les populations plus sociables, plus participantes de la civilisation.

— Et la race ?

C'est la cause qui agit le plus vivement sur les mœurs et avec le plus de persistance.

La France est une par sa constitution politique, par son organisation administrative, par son esprit national, mais elle l'est moins par ses races. Il suffit de jeter un coup-d'œil sur notre carte teintée de la criminalité, dont nous avons décrit les groupes sombres ou clairs.

Et ici la science ne fait que confirmer l'opinion.

En effet, on n'étonnera personne en montrant par la statistique que les Provençaux, que les Gascons, ardents par le sang, forment deux groupes sombres, deux groupes signalés par un excès de crimes, surtout de crimes contre les personnes. Au compte de ces races, il est juste d'ajouter que leur ardeur se porte vers le bien aussi vivement, on pourrait dire aussi violemment, que vers le mal. Sans aucun doute ces populations, les premières par la criminalité, figureraient aussi les premières si nous pouvions dresser un ordre analogue des départements suivant les actes de dévouement privé et d'héroïsme militaire. L'histoire des grandes guerres de ce siècle en fournit de brillantes preuves, et l'on ne sait d'abord trop que dire quand ces races passionnées opposent aux criminalistes cette défense: Que les gens qui ne savent point haïr ne savent rien aimer.

On n'étonnera non plus personne en établissant que les Normands, avides de fortune, présentent dans la criminalité un excès de crimes, et de crimes contre les propriétés. Ardents par l'esprit, doués d'une entente parfaite des affaires, faciles à l'ambition, tenaces dans leurs entreprises, les Normands se sont signalés dans notre histoire, et surtout dans nos chroniques, par de rapides fortunes. Cette ardeur normande vers les biens s'exagère souvent; et souvent aussi se dévoie: de là de nombreux actes que la morale positive condamne et punit, mais qu'on serait presque tenté d'oublier un moment, quand cette puissante race nous dit avec sa finesse: Il n'y a que les gens qui ne font rien qui ne font jamais mal.

L'île de France et la Champagne participent du caractère normand.

Tels sont les trois groupes, les trois races qui se font remarquer par des excès dans la criminalité: au Midi par des crimes contre les personnes, au Nord par des crimes contre les propriétés.

Ajoutons une race toute exceptionnelle, *sui generis*, celle de l'île de Corse. Le

département de la Corse est le troisième dans l'ordre de la criminalité, et cet excès de crimes lui vient surtout de crimes contre les personnes, qui donnent 48 sur 35 crimes contre les propriétés. C'est la plus forte proportion que l'on trouve en France pour les crimes contre les personnes. Il y aurait encore ici place pour une équitable observation, afin d'atténuer l'impression pénible que produit ce bilan criminel de la Corse. Espérons que la Corse, comme la Provence, comme la Gascogne, comme la Normandie, sans rien perdre de ses puissantes facultés naturelles, affaiblira le vice de ses mœurs sous l'influence de la civilisation.

Pour les races les plus morales, parmi les groupes clairs, nous trouvons d'abord et avant tout les Flamands (je comprends dans cette région tout l'extrême nord, Nord, Pas-de-Calais et Somme), le type le plus parfait d'une population civilisée au degré le meilleur : puis les Lorrains et les Alsaciens, sauf la haute Alsace où l'industrie fait tache noire; les populations voisines de la Suisse et de la Savoie; les populations du centre de la France, et les Languedociens, sauf la partie riveraine de la Garonne.

La Bretagne est bonne par sa nature, mais elle s'altère facilement : trois de ses départements, Ille-et-Vilaine, la Loire-Inférieure et le Finistère, agités par l'industrie, par le commerce ou la marine, sont d'une moralité médiocre. Nous allons voir pourquoi la Bretagne défend si faiblement ses mœurs contre les moindres influences mauvaises : la carte de l'instruction populaire va nous donner le secret de la faiblesse et de la force des mœurs d'un peuple.

— J'ai retenu en dernière analyse l'instruction populaire, l'instrument fondamental de la civilisation, pour bien dégager son influence.

Dressons la liste des départements suivant la proportion moyenne de dix années des jeunes gens du recrutement sachant au moins lire. Et formons, d'après cette liste, une carte teintée des départements de la France, les teintes les plus claires aux départements les plus instruits. Comparons cette carte à celles de la criminalité, de la densité de la population, du climat et de la race.

Le nord et le nord-est de la France constituent les régions les plus claires, les plus instruites; la Bretagne, et surtout le centre de la France, les régions les plus ignorantes.

Les meilleurs départements en instruction populaire sont en effet le Bas-Rhin, la Meuse, les Vosges, le Haut-Rhin, le Doubs, la Haute-Marne, la Meurthe, la Moselle, le Jura, la Seine, la Côte-d'Or, la Haute-Saône, la Marne, les Hautes-Alpes, les Ardennes, l'Aube, Seine-et-Oise, l'Oise, la Manche, le Pas-de-Calais, etc. Et les départements les plus ignorants sont les Côtes-du-Nord, le Morbihan, la Nièvre, la Dordogne, le Finistère, le Cher, l'Indre, la Haute-Vienne, l'Allier et enfin la Corrèze.

Nous trouvons ici la vérification de quelques conclusions déjà émises.

Le Nord nous apparaît plus instruit que le Midi; or, nous aurons vu aussi qu'il est plus moral, surtout plus en progrès de moralité.

Voici trois régions bien différentes :

1^o Celle de la Flandre, très-peuplée, très-active, très-instruite, très-civilisée et très-morale;

2^o Celle de la Bretagne, assez peuplée, assez active, mal instruite, peu civilisée et peu morale;

3^o Celle du centre de la France, mal peuplée, peu active, très-mal instruite, très-peu civilisée mais morale.

Trois bonnes races, à trois degrés de civilisation et de moralité : trouver la loi de ces mœurs ?

Nous touchons au vif la question sociale.

Les populations du Centre géographique de la France représentent en France un état primitif, le demi-sommeil des peuples : habitants épars, peu sociables, mal instruits, et conservant la pureté de leurs mœurs simples dans une vie peu féconde, loin des activités de l'industrie et du commerce.

Les populations de la Bretagne nous montrent un second état de civilisation, le réveil, la mise en train d'un peuple : les populations se condensent ; deux grands

ports militaires, un grand port de commerce, un département industriel, toutes ces causes soufflent partout l'activité et transforment les mœurs. Mais la transition est douloureuse, parce que les esprits sont peu éclairés; et dans cette rénovation, les mœurs anciennes se détruisent avant que les mœurs nouvelles, fondées sur la vie active, se soient formées. Quand on n'est pas sûr de pouvoir tenir un peuple éternellement en charte privée, dans la simplicité primitive, il est au moins sage de l'armer de bonne heure d'instruction et de lui donner des mœurs fortes.

Les populations de l'extrême nord de la France sont au plus parfait degré de civilisation: c'est le plus bel échantillon de la France économique et de la France morale. Les habitants y sont condensés et semblent s'y disputer la terre, moins pour jouir toutefois que pour produire. On ne sait qu'admirer le plus de l'agriculture ou de l'industrie, deux rivales alliées dans ce pays à force de s'y sentir grandes par la science et par le travail des habitants. L'instruction populaire y est la base des mœurs, qui sont d'ailleurs cimentées par les institutions les plus ingénieuses et les plus sages d'un peuple civilisé.

En considérant ainsi la Bretagne et la Flandre, on se rappelle cet aphorisme: *Peu de science éloigne de Dieu, mais beaucoup de science en rapproche. Et l'on se prend à dire: Un commencement de civilisation trouble les mœurs et les ébranle; une civilisation avancée les reconstruit, les améliore et les élève.*

En résumé, sous toutes ces influences si diverses, la densité de la population l'industrie, le climat, la race et l'instruction populaire, la moralité relative des diverses régions de la France doit s'établir dans l'ordre suivant:

En première ligne, les départements de l'extrême nord, Flandre, Artois, Picardie, population très-dense et très-sociable, bonne instruction, travail industriel bien organisé et dominé par les institutions; excellente race dans le meilleur état de civilisation.

Les départements de l'Est, voisins de la Suisse et de la Savoie, Franche-Comté, Bourgogne et Dauphiné: densité moyenne, bonne instruction, travail industriel dans certaines parties, et nombreuses institutions: race foncièrement bonne et bien garantie.

Les départements du Languedoc, sauf les rives de la Garonne: densité moyenne, instruction avancée; bonne race.

Les départements du centre: densité faible, peu d'instruction, peu d'industrie; bonne race à l'état primitif.

D'autre part, en dernière ligne:

La Provence, race violente, population assez épars, instruction faible; un grand port militaire et un port de commerce dont les progrès dépassent toute prévision et débordent toute tutelle préventive.

La Gascogne, c'est-à-dire tous les bords de la Garonne: race ardente, population peu dense, instruction faible.

La Normandie, race ambitieuse, population dense, travail industriel, instruction médiocre et bien insuffisante pour contenir la race et dominer le désordre industriel.

Isolément, les départements de la Marne, du Haut-Rhin et d'Ille-et-Vilaine, victimes de la tyrannie, sans contre-poids, du travail industriel.

Enfin, la Corse, race *sui generis*, population très-épars, instruction médiocre, peu ou point de vie sociale.

— Il convient de nommer à part le département de la Seine, qui subit dans la criminalité l'effet inévitable de toute grande capitale, et les départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, qui en sont des dépendances.

La Seine n'est pourtant que le cinquième département dans l'ordre de la criminalité; Seine-et-Oise n'est que le seizième; Seine-et-Marne, le vingt-cinquième; et tous trois sont en progrès notable depuis la période de 1826-1850.

En appréciant les avantages moraux des pays bien peuplés, nous n'avons rien dit de la ville millionnaire. Le bilan criminel en main, faut-il attaquer Paris ou le défendre; le vouer à la ruine ou saluer ses destinées grandissantes?

Le département de la Seine est celui de France qui donne la plus petite proportion de crimes contre les personnes : 113 sur 534. C'est donc le pays de France où les mœurs sont les plus douces, où l'on a le plus de sûreté pour sa vie.

On a dit souvent que Paris était le lieu où se produisaient le plus de crimes et le plus de vertus. Soit pour les vertus ; mais pour les crimes, il n'est que juste de modifier l'assertion, puisque quatre départements, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, la Corse et la Marne, sont plus criminels que la Seine, et que, en outre, les quatre cinquièmes des crimes commis dans le département de la Seine ne sont que des attentats à la propriété, surtout des vols. Et ces vols, par qui sont-ils commis ? Par des gens dépaysés, déclassés, souvent sans feu ni lieu, discrédités ou compromis dans leurs provinces natales, et qui viennent au milieu des activités fécondes d'une capitale cacher leurs hontes ou exploiter leurs vices. Sur 534 individus, 124 sont nés dans le département de la Seine ; or, reprocher à Paris ces 410 criminels étrangers, ce serait accuser la Forêt-Noire de dépraver les mœurs parce que des voleurs viennent y exercer leurs brigandages.

Donc, si l'on ôte à la responsabilité de Paris une partie seulement des criminels étrangers à sa population normale, nous ferons monter le département de la Seine, dans l'ordre de la moralité, au rang où le placent naturellement sa race intelligente, vive, laborieuse, sa vie au plus haut point sociale, son instruction très-élevée, et ces institutions protectrices dont elle offre aux provinces, et même au monde entier, les meilleurs types et souvent le berceau.

CONCLUSIONS MORALES. — L'isolement est donc un mal pour les mœurs ; et l'ignorance un danger.

Le travail industriel, comme les machines qu'il met en jeu, exige des précautions ; à cette condition, les richesses qu'il enfante ne coûtent rien aux mœurs.

Comme les corps attirés par la gravité, qui accroissent leur vitesse en raison de la distance parcourue, les pays les plus civilisés s'améliorent plus vite que ceux qui sont moins avancés ; ainsi le Nord de la France plus que le Midi.

Un pays à l'état primitif a de bonnes mœurs ; civilisé, il a des mœurs plus parfaites et plus fortes ; mais dans la crise de civilisation, il est comme démoralisé. D'où cette loi : Un commencement de civilisation trouble les mœurs et les ébranle ; une civilisation avancée les renouvelle, les consolide et les élève.

Le caractère des races persiste dans tous les degrés de civilisation ; il peut être modifié mais non jamais détruit : au reste, le plus dangereux ne saurait être mauvais absolument, et l'on ne doit pas le combattre, mais le régler, non pas barrer le torrent, mais le changer en canal utile.

En somme, là où il y a plus d'ardeur, la civilisation a plus de prise ; là où elle aborde, elle opère une révolution, elle détruit pour reconstruire ; mais partout, en définitive, elle devient la meilleure garantie des mœurs.

Et, quand elle a défriché une terre vierge, quand elle a déraciné les vieilles mœurs pour semer des mœurs jeunes et vigoureuses, appelant à son aide l'industrie, la science et la morale, elle fait fructifier à la fois sur cette terre richesses, lumières et vertus : solution du problème social, si heureusement réalisée dans la contrée flamande.

A. DE MALARCE.

APPENDICE.

ORDRE DES DÉPARTEMENTS suivant LA CRIMINALITÉ SPÉCIFIQUE en 1857.		ORDRE DES DÉPARTEMENTS suivant LA POPULATION SPÉCIFIQUE.		ORDRE DES DÉPARTEMENTS suivant la MOYENNE DE CRIMINALITÉ spécifique de 1826-1850.		ORDRE DES DÉPARTEMENTS suivant L'INSTRUCTION POPULAIRE.
1. Bouches-du-Rhône.	M.	<i>Seine.</i>		<i>Seine.</i>		<i>Bas-Rhin.</i>
2. Haute-Garonne.	M.	<i>Rhône.</i>		<i>Corse.</i>		<i>Meuse.</i>
3. Corse.	M.	<i>Nord.</i>		<i>Pyrénées-Orientales.</i>		<i>Vosges.</i>
4. <i>Marne.</i>	n.	<i>Seine-Inférieure.</i>		<i>Seine-Inférieure.</i>		<i>Haut-Rhin.</i>
5. <i>Seine.</i>	n.	<i>Bas-Rhin.</i>		<i>Haut-Rhin.</i>		<i>Doubs.</i>
6. Charente-Inférieure.	M.	<i>Haut-Rhin.</i>		<i>Bas-Rhin.</i>		<i>Haute-Marne.</i>
7. <i>Ille-et-Vilaine.</i>	n.	<i>Pas-de-Calais.</i>		<i>Marne.</i>		<i>Meurthe.</i>
8. <i>Vaucluse.</i>	M.	<i>Loire.</i>		<i>Seine-et-Oise.</i>		<i>Moselle.</i>
9. <i>Haut-Rhin.</i>	n.	<i>Manche.</i>		<i>Lozère.</i>		<i>Jura.</i>
10. Gers.	M.	<i>Bouches-du-Rhône.</i>		<i>Vienna.</i>		<i>Seine.</i>
11. Tarn-et-Garonne.	n.	<i>Somme.</i>		<i>Vaucluse.</i>		<i>Côte d'Or.</i>
12. Ariège.	n.	<i>Côtes-du-Nord.</i>		<i>Aube.</i>		<i>Haute-Saône.</i>
13. <i>Eure.</i>	M.	<i>Finistère.</i>		<i>Bouches-du-Rhône.</i>		<i>Marne.</i>
14. Haute-Marne.	n.	<i>Calvados.</i>		<i>Ariège.</i>		<i>Hautes-Alpes.</i>
15. Indre-et-Loir.	n.	<i>Seine-et-Oise.</i>		<i>Calvados.</i>		<i>Ardennes.</i>
16. <i>Seine-et-Oise.</i>	n.	<i>Ille-et-Vilaine.</i>		<i>Seine-et-Marne.</i>		<i>Aube.</i>
17. Lot-et-Garonne.	M.	<i>Loire-Inférieure.</i>		<i>Tarn.</i>		<i>Seine-et-Oise.</i>
18. Var.	M.	<i>Haute-Garonne.</i>		<i>Eure.</i>		<i>Oise.</i>
19. Dordogne.	M.	<i>Vaucluse.</i>		<i>Gard.</i>		<i>Seine-et-Marne.</i>
20. <i>Calvados.</i>	n.	<i>Aisne.</i>		<i>Ardèche.</i>		<i>Manche.</i>
21. <i>Seine-Inférieure.</i>	n.	<i>Sarthe.</i>		<i>Ille-et-Vilaine.</i>		<i>Calvados.</i>
22. Gard.	M.	<i>Puy-de-Dôme.</i>		<i>Rhône.</i>		<i>Pas-de-Calais.</i>
23. Loire-Inférieure.	n.	<i>Maine-et-Loire.</i>		<i>Haute-Garonne.</i>		<i>Aisne.</i>
24. Lot.	M.	<i>Mayenne.</i>		<i>Loiret.</i>		<i>Eure-et-Loir.</i>
25. <i>Seine-et-Marne.</i>	n.	<i>Gard.</i>		<i>Eure-et-Loir.</i>		<i>Hautes-Pyrénées.</i>
26. <i>Oise.</i>	n.	<i>Orne.</i>		<i>Moselle.</i>		<i>Rhône.</i>
27. Loir-et-Cher.	n.	<i>Ardèche.</i>		<i>Finistère.</i>		<i>Yonne.</i>
28. Haute-Vienne.	M.	<i>Morbihan.</i>		<i>Charente-Inférieure.</i>		<i>Ain.</i>
29. <i>Eure-et-Loir.</i>	n.	<i>Charente-Inférieure.</i>		<i>Lot.</i>		<i>Somme.</i>
30. <i>Rhône.</i>	M.	<i>Isère.</i>		<i>Meurthe.</i>		<i>Eure.</i>
31. <i>Aisne.</i>	n.	<i>Eure.</i>		<i>Aisne.</i>		<i>Cantal.</i>
32. Doubs.	n.	<i>Oise.</i>		<i>Basses-Alpes.</i>		<i>Hérault.</i>
33. <i>Maine-et-Loire.</i>	M.	<i>Saône-et-Loire.</i>		<i>Haute-Marne.</i>		<i>Gard.</i>
34. Drôme.	M.	<i>Vosges.</i>		<i>Gironde.</i>		<i>Seine-Inférieure.</i>
35. Gironde.	M.	<i>Gironde.</i>		<i>Côtes-du-Nord.</i>		<i>Charente-Inférieure.</i>
36. Aube.	n.	<i>Yonne.</i>		<i>Var.</i>		<i>Deux-Sèvres.</i>
37. Ardèche.	M.	<i>Gironde.</i>		<i>Yendée.</i>		<i>Nord.</i>
38. Tarn.	M.	<i>Hérault.</i>		<i>Meuse.</i>		<i>Orne.</i>
39. Landes.	M.	<i>Ain.</i>		<i>Tarn-et-Garonne.</i>		<i>Loiret.</i>
40. Basses-Pyrénées.	M.	<i>Charente.</i>		<i>Haute-Vienne.</i>		<i>Drôme.</i>
41. <i>Manche.</i>	n.	<i>Lot-et-Garonne.</i>		<i>Yonne.</i>		<i>Corse.</i>
42. Finistère.	n.	<i>Tarn-et-Garonne.</i>		<i>Loir-et-Cher.</i>		<i>Aude.</i>
43. Yonne.	n.	<i>Tarn.</i>		<i>Maine-et-Loire.</i>		<i>Haute-Garonne.</i>
44. Sarthe.	n.	<i>Ardennes.</i>		<i>Loire-Inférieure.</i>		<i>Aveyron.</i>
45. <i>Vienna.</i>	n.	<i>Haute-Loire.</i>		<i>Morbihan.</i>		<i>Gironde.</i>
46. <i>Meurthe.</i>	n.	<i>Seine-et-Marne.</i>		<i>Deux-Sèvres.</i>		<i>Basses-Pyrénées.</i>
47. <i>Cantal.</i>	M.	<i>Jura.</i>		<i>Oise.</i>		<i>Isère.</i>
48. <i>Loiret.</i>	M.	<i>Haute-Saône.</i>		<i>Doubs.</i>		<i>Basses-Alpes.</i>
49. Cher.	M.	<i>Vendée.</i>		<i>Sarthe.</i>		<i>Vaucluse.</i>
50. <i>Puy-de-Dôme.</i>	M.	<i>Haute-Vienne.</i>		<i>Dordogne.</i>		<i>Gers.</i>
51. Charente.	M.	<i>Basses-Pyrénées.</i>		<i>Aveyron.</i>		<i>Haute-Loire.</i>
52. <i>Lozère.</i>	M.	<i>Lot.</i>		<i>Lot-et-Garonne.</i>		<i>Saône-et-Loire.</i>
53. <i>Bas-Rhin.</i>	n.	<i>Dordogne.</i>		<i>Allier.</i>		<i>Ille-et-Vilaine.</i>
54. <i>Orne.</i>	n.	<i>Doubs.</i>		<i>Aude.</i>		<i>Var.</i>
55. Basses-Alpes.	M.	<i>Deux-Sèvres.</i>		<i>Hérault.</i>		<i>Sarthe.</i>
56. Nièvre.	n.	<i>Hautes-Pyrénées.</i>		<i>Puy-de-Dôme.</i>		<i>Charente.</i>
57. Allier.	n.	<i>Corrèze.</i>		<i>Indre-et-Loire.</i>		<i>Lot-et-Garonne.</i>
58. <i>Morbihan.</i>	n.	<i>Indre-et-Loire.</i>		<i>Somme.</i>		<i>Loire.</i>
59. <i>Haute-Saône.</i>	n.	<i>Var.</i>		<i>Landes.</i>		<i>Vendée.</i>
60. <i>Ardennes.</i>	n.	<i>Ariège.</i>		<i>Ardennes.</i>		<i>Tarn-et-Garonne.</i>
61. <i>Loire.</i>	M.	<i>Loiret.</i>		<i>Mayenne.</i>		<i>Lozère.</i>
62. <i>Somme.</i>	n.	<i>Creuse.</i>		<i>Vosges.</i>		<i>Loir-et-Cher.</i>
63. <i>Côte-d'Or.</i>	n.	<i>Drôme.</i>		<i>Indre.</i>		<i>Indre-et-Loire.</i>
64. <i>Mayenne.</i>	n.	<i>Yonne.</i>		<i>Hautes-Pyrénées.</i>		<i>Bouches-du-Rhône.</i>
65. <i>Meuse.</i>	n.	<i>Eure-et-Loir.</i>		<i>Haute-Saône.</i>		<i>Landes.</i>
66. <i>Côtes-du-Nord.</i>	n.	<i>Meuse.</i>		<i>Loire.</i>		<i>Creuse.</i>
67. <i>Saône-et-Loire.</i>	n.	<i>Gers.</i>		<i>Pas-de-Calais.</i>		<i>Pyrénées-Orientales.</i>
68. <i>Vosges.</i>	n.	<i>Allier.</i>		<i>Hautes-Alpes.</i>		<i>Maine-et-Loire.</i>
69. <i>Moselle.</i>	n.	<i>Nièvre.</i>		<i>Corrèze.</i>		<i>Puy-de-Dôme.</i>
70. <i>Aveyron.</i>	M.	<i>Vienna.</i>		<i>Marne.</i>		<i>Loire-Inférieure.</i>
71. <i>Vendée.</i>	n.	<i>Marne.</i>		<i>Cantal.</i>		<i>Ardèche.</i>
72. <i>Isère.</i>	M.	<i>Aveyron.</i>		<i>Orne.</i>		<i>Lot.</i>
73. <i>Ain.</i>	M.	<i>Aude.</i>		<i>Nièvre.</i>		<i>Vienna.</i>
74. <i>Pyrénées-Orientales.</i>	M.	<i>Pyrénées-Orientales.</i>		<i>Drôme.</i>		<i>Mayenne.</i>
75. <i>Aude.</i>	M.	<i>Côte-d'Or.</i>		<i>Charente.</i>		<i>Ariège.</i>
76. <i>Indre.</i>	n.	<i>Cher.</i>		<i>Basses-Pyrénées.</i>		<i>Tarn.</i>
77. <i>Hautes-Pyrénées.</i>	M.	<i>Aube.</i>		<i>Côte-d'Or.</i>		<i>Côtes-du-Nord.</i>
78. <i>Nord.</i>	n.	<i>Cantal.</i>		<i>Manche.</i>		<i>Morbihan.</i>
79. <i>Haute-Loire.</i>	M.	<i>Loir-et-Cher.</i>		<i>Saône-et-Loire.</i>		<i>Nièvre.</i>
80. <i>Corrèze.</i>	M.	<i>Haute-Marne.</i>		<i>Haute-Loire.</i>		<i>Dordogne.</i>
81. <i>Jura.</i>	n.	<i>Indre.</i>		<i>Jura.</i>		<i>Finistère.</i>
82. <i>Hautes-Alpes.</i>	M.	<i>Landes.</i>		<i>Nord.</i>		<i>Cher.</i>
83. <i>Deux-Sèvres.</i>	n.	<i>Corse.</i>		<i>Cher.</i>		<i>Indre.</i>
84. <i>Pas-de-Calais.</i>	n.	<i>Lozère.</i>		<i>Isère.</i>		<i>Haute-Vienne.</i>
85. <i>Hérault.</i>	M.	<i>Hautes-Alpes.</i>		<i>Creuse.</i>		<i>Allier.</i>
86. <i>Creuze.</i>	M.	<i>Basses-Alpes.</i>		<i>Ain.</i>		<i>Corrèze.</i>

NOTA. — Dans la 1^{re} colonne, les départements imprimés en italiques sont les départements les plus industriels.